

RAPPORT ANNUEL 2012

Quelques faits et chiffres 2012

- *Notre Europe* devient « **Notre Europe – Institut Jacques Delors** »
- Un **nouveau site Internet**
- Une **nouvelle gamme de publications**
- **Union européenne et citoyens** : des travaux sur la Fédération d'États nations, la méthode communautaire, la démocratie européenne, Schengen et les migrations, etc.
- **Compétition, coopération, solidarité** : des travaux pour parachever l'Union économique et monétaire, mieux dépenser ensemble, sur la solidarité européenne, le marché unique 20 après, etc.
- **Actions extérieures européennes** : des travaux sur l'UE et ses voisins, dans le cadre du projet « Think Global – Act European », sur les relations transatlantiques, etc.
- **100 publications**, dont 48 tribunes, 16 Policy Papers et Brefs, 28 Synthèses, 6 Études & Rapports et 2 ouvrages
- **40 événements** organisés ou co-organisés dans 8 pays
- **73 participations à des conférences et séminaires** dans 21 pays, dont plus de 20 dialogues citoyens
- **230 apparitions médiatiques** dans 24 pays

AVANT-PROPOS



L'année 2012 a été particulièrement stimulante pour l'Union européenne et notre think tank.

Stimulante pour l'Union européenne, puisque la crise financière, économique et sociale frappant l'Europe et les pays occidentaux a continué à produire ses effets négatifs dans une bonne partie des États membres. Après nombre de débats et de tensions, cette crise a pourtant conduit à des avancées bienvenues de l'intégration européenne, notamment au sein de la zone euro, qu'il s'agit désormais de prolonger.

2012 fut également stimulante pour *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, qui a désormais l'honneur et la charge de porter le nom de son Président fondateur Jacques Delors. L'adoption de ce nouveau nom s'est accompagnée d'un changement de logo, de la création d'un nouveau site internet, de la refonte de nos publications, ainsi que d'une mobilisation accrue visant à renforcer notre visibilité, et donc notre influence, conformément aux souhaits de notre Conseil d'administration.

C'est dans ce contexte de défis externes et de changement interne que nous avons développé toute une série de travaux en phase avec l'actualité politique et décisionnelle européenne, et portant notamment sur la méthode communautaire, la solidarité européenne, la crise de la zone euro, les négociations du cadre financier européen ou encore les relations entre l'UE et ses voisins. La première partie de ce Rapport annuel en donne un aperçu d'ensemble, que je vous encourage à approfondir via une consultation de notre site www.notre-europe.eu.

J'appelle plus particulièrement votre attention sur deux types d'activités relatives à des réalisations pour lesquelles Jacques Delors a joué un rôle historique déterminant : celles relatives à la relance du marché unique, 20 ans après la réalisation de « l'objectif 1992 » ; celles portant sur l'amélioration du fonctionnement de l'Union économique et monétaire, mise sur les rails par le traité de Maastricht.

La deuxième partie de ce Rapport détaille les principaux résultats que nous avons obtenus en termes de visibilité ; elle présente les évolutions intervenues au sein de notre équipe et de nos instances ; elle indique enfin comment nous avons utilisé les ressources dont nous avons pu bénéficier, dans un contexte économique difficile, et pour lesquelles je remercie vivement nos partenaires et contributeurs.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce Rapport, en espérant qu'il vous donnera envie de suivre encore davantage nos analyses et recommandations au cours de l'année en cours.

António Vitorino
Président de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

SOMMAIRE

QUELQUES FAITS ET CHIFFRES 2012	2
AVANT-PROPOS	3
NOTRE EUROPE DEVIENT « NOTRE EUROPE – INSTITUT JACQUES DELORS »	6
1. NOS ACTIVITÉS	7
1.1. Union européenne et citoyens	8
1.1.1. Fédération d'États nations	8
1.1.2. De la méthode communautaire	9
1.1.3. Dialogues citoyens	9
1.1.4. Schengen et migrations	11
1.1.5. Autres enjeux politiques, institutionnels et citoyens	12
1.2. Compétition, coopération, solidarité	13
1.2.1. Parachever l'Union économique et monétaire	13
1.2.2. La solidarité européenne à l'épreuve	14
1.2.3. Mieux dépenser ensemble	15
1.2.4. Le marché unique 20 ans après	16
1.2.5. Autres enjeux économiques, sociaux et territoriaux	17
1.3. Actions extérieures européennes	18
1.3.1. L'UE et ses voisins	18
1.3.2. « Think Global – Act European IV »	19
1.3.3. Autres enjeux internationaux	20

2. NOTRE FONCTIONNEMENT	21
2.1. Notre visibilité	21
2.1.1. <i>Notre Europe – Institut Jacques Delors</i> dans les conférences et séminaires	21
2.1.2. <i>Notre Europe – Institut Jacques Delors</i> dans les médias	22
2.1.3. <i>Notre Europe – Institut Jacques Delors</i> sur la toile	23
2.2. Notre équipe et nos instances	25
2.2.1. Notre équipe	25
2.2.2. Notre Conseil des garants	26
2.2.3. Notre Conseil d'administration	26
2.2.4. Notre Comité européen d'orientation	28
2.3. Notre financement	30
2.3.1. Nos ressources et partenaires	30
2.3.2. Nos dépenses	32
2.3.3. Notre rapport financier	33

NOTRE EUROPE DEVIENT « NOTRE EUROPE – INSTITUT JACQUES DELORS »

Notre Europe a changé de nom à la rentrée 2012 et est devenu : « **Notre Europe - Institut Jacques Delors** ». Ce changement permet d'associer davantage à notre organisation le nom de notre Président fondateur dont les actions et réflexions inspirent nos travaux, tout en conservant le nom initial « Notre Europe », qu'il a lui-même choisi afin d'affirmer la dimension citoyenne de notre think tank. Cette décision intervient en ces temps de crises pendant lesquels nous avons ressenti le besoin de mieux affirmer notre lien avec Jacques Delors, qui constitue une référence clé pour un grand nombre d'Européens.

Avec ce changement de nom, *Notre Europe - Institut Jacques Delors* (NE-IJD) s'est doté d'une nouvelle identité visuelle grâce à un nouveau logo, un nouveau site internet et une nouvelle ligne de publications.

Notre nouveau logo

Il est plus moderne tout en gardant un esprit européen, lié à la couleur bleue. Notre nouveau nom est représenté à travers le symbole de la boussole, qui a vocation à souligner notre souhait de servir de repère dans les débats relatifs à l'UE et pour les décisions prises au niveau européen. Cette boussole a aussi vocation à nous guider dans nos travaux et dans les positions que nous adoptons face à tel ou tel sujet d'actualité, afin d'apporter les meilleures analyses et recommandations possibles.

Notre nouveau site internet

Notre Europe - Institut Jacques Delors s'est doté d'un nouveau site internet dont la navigation est facilitée afin de permettre d'accéder plus aisément à nos activités ainsi qu'à celles de Jacques Delors. Il permet aussi d'accéder plus facilement à l'ensemble des activités réalisées depuis la fondation de *Notre Europe*, sur nombre de thèmes de travail clairement exposés dans le menu vertical à gauche de l'écran. Le menu horizontal du site distingue plus clairement nos trois principales activités : nos publications, nos événements et nos interventions dans les médias. Une entrée spécifique permet aussi d'accéder directement à nos pages Facebook, Twitter, Flickr et YouTube.

Notre nouvelle ligne de publications

Nos publications ont également changé pour permettre une lecture plus simple et plus agréable, notamment basée sur la présence systématique de résumés. Elles se divisent en 4 formats distincts : *Tribunes*, *Policy Papers*, *Études & Rapports* et *Synthèses*.

- **Nos Tribunes** : elles expriment, sous forme éditoriale, une prise de position concise dans un débat en cours.
- **Nos Policy Papers** : ils mettent en perspective une problématique européenne sur la base d'analyses et de recommandations.
- **Nos Études & Rapports** : ils visent à produire une analyse de référence sur des thèmes européens afin d'en clarifier les enjeux ou de proposer de nouvelles orientations stratégiques.
- **Nos Synthèses** : elles rendent compte d'analyses et de positions exprimées par d'autres acteurs, lors des événements que nous organisons ou dans des ouvrages récents.

1. NOS ACTIVITÉS

En 2012, NE-IJD a produit des travaux de recherche, des analyses et des propositions qui ont principalement pris la forme de publications et d'événements, dont le contenu peut être consulté sur le site www.notre-europe.eu.

NE-IJD a ainsi diffusé une centaine de publications sous des formats complémentaires, principalement Tribunes, *Policy Papers*, Synthèses ou Études & Rapports (voir www.notre-europe.eu, Rubrique « Publications »). Toutes ces publications ont été diffusées gratuitement, en français et en anglais, via notre site Internet, et la plupart d'entre elles ont fait l'objet d'alertes électroniques invitant nos contacts habituels à les consulter.

NE-IJD a par ailleurs organisé ou co-organisé 40 événements (conférences, débats, présentation-débats, séminaires restreints) dans 8 pays : Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg. Les membres de l'équipe de NE-IJD ont en outre été régulièrement sollicités pour intervenir en tant qu'experts dans des conférences organisées par d'autres institutions et organisations : ils ont ainsi participé à plus de 70 événements dans 21 pays, aussi bien dans l'UE qu'au-delà (voir www.notre-europe.eu, Rubrique « Événements »).

En 2012, NE-IJD est enfin intervenu régulièrement dans les médias européens et internationaux, ce qui lui a permis de valoriser ses travaux et de prendre position dans les principaux débats d'actualité. Au total, près de 230 apparitions médiatiques des Présidents, des instances, du Directeur et de l'équipe de NE-IJD, ont été enregistrées, tous médias confondus, en France, dans les pays de l'UE et au-delà (voir www.notre-europe.eu, Rubrique « Médias »).

Ces travaux ont été mis en œuvre dans le cadre de trois axes thématiques « Union européenne et citoyens », « Compétition, coopération, solidarité » et « Actions extérieures européennes » et ont donné lieu aux principales activités présentées ci-après.

Ils seront prolongés tout au long de l'année 2013, dans le souci d'être en phase avec les échéances décisionnelles européennes et faisant l'objet de débats politiques en cours ou émergents, conformément au programme de travail validé par notre Conseil d'administration (voir www.notre-europe.eu, Rubrique « Nos thèmes de travail »).

1.1. Union européenne et citoyens

1.1.1. Fédération d'États nations

Popularisé par Jacques Delors, le concept de « Fédération d'États nations » guide les travaux de NE-IJD, qui portent sur l'analyse des spécificités des pays membres de l'UE, mais aussi sur des enjeux politiques tels que le partage des compétences entre niveaux communautaire et national, le mode de gouvernement européen et la démocratie européenne.

Dans un contexte marqué par le lancement d'un nouveau traité à dimension gouvernementale, en deçà de l'UE27, NE-IJD a contribué à l'édition et à la diffusion de l'ouvrage que Gaëtane Ricard-Nihoul, membre de son Conseil d'administration, a consacré au concept de « Fédération européenne d'États nations ». Elle y analyse les principaux enjeux politiques et juridiques qui sont au cœur de la coexistence entre attachement à la nation et appartenance à l'Union européenne. NE-IJD a notamment proposé une synthèse de cet ouvrage et organisé des présentations-débats à Paris et à Bruxelles.

Fédération d'États nations Principales activités en 2012

- « Grande-Bretagne/UE : les derniers sacrements ? », Julian Priestley, *Tribune*, décembre
- « La zone euro, creuset de l'union politique », Jacques Delors, António Vitorino et les participants du CEO, 2012, *Tribune – Le Mot*, novembre
- « Chypre et l'UE : bilan et défis », Jean-François Drevet et Andreas Theophanous, *Policy Paper*, septembre
- « Une Europe fédérale : le seul moyen de sauver l'euro et l'UE ? », conférence-débat en coopération avec EPC, Bruxelles, juillet
- « Relance de la formule de Jacques Delors pour l'Europe future : "Fédération d'États-nations" », Gaëtane Ricard-Nihoul, article *Agence Europe*, juillet
- « Union européenne et nationalismes : tensions dans la fédération », Yves Bertoincini, *Tribune*, mai
- « Pour une Fédération européenne d'États nations » (ouvrage de Gaëtane Ricard-Nihoul), Yves Bertoincini, *Synthèse d'ouvrage*, avril
- *Pour une Fédération européenne d'États nations. La vision de Jacques Delors revisitée*, Gaëtane Ricard-Nihoul, *Ouvrage*, avril
- « Le traité de Maastricht, 20 ans après », conférence en coopération avec EPC, Bruxelles, février

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Fédération d'États nations »



Présentation de l'ouvrage *Pour une Fédération européenne d'États nations. La vision de Jacques Delors revisitée*, de Gaëtane Ricard-Nihoul, le 17 avril à Paris.

1.1.2. De la méthode communautaire

NE-IJD s'est attaché en 2012 à approfondir le débat sur la méthode communautaire et à déterminer l'équilibre politique optimal à établir entre les institutions européennes. Il a également poursuivi ses travaux d'analyse relatifs au fonctionnement de ces institutions (Commission et Conseil européen).

Ces travaux ont notamment été marqués par l'organisation d'un séminaire bruxellois avec le BEPA, en présence d'une cinquantaine d'experts européens débattant de l'efficacité et de la légitimité de la méthode communautaire. Ouvert par le Président Barroso et conclu par António Vitorino, ce séminaire a également donné lieu à un déjeuner-débat inédit entre les Secrétaires généraux de la Commission, du Conseil et du Parlement européen.

Institutions européennes Principales activités en 2012

- « Plus d'intégration, plus de politisation, plus de différenciation ? », séminaire en coopération avec Sciences Po, Policy Network, Polish Institute for International Affairs, Paris, décembre
- « Le traité budgétaire européen », Yves Bertoncini, interview, LCI – L'invité de l'économie, septembre
- « Pour ou contre l'adoption du traité européen », Yves Bertoncini, débat avec Francis Wurtz, *Politis*, septembre
- « Méthode communautaire et Conseil européen », Philippe de Schoutheete, *Policy Paper*, juillet
- « Le "making-of" d'un nouveau traité : six étapes de négociations politiques », Valentin Kreiling, *Bref*, février
- « La méthode communautaire : gouvernance, efficacité et légitimité démocratique », séminaire en coopération avec le BEPA, Bruxelles, février
- « Le pouvoir d'initiative de la Commission européenne : une érosion progressive ? », Daniela Corona, Costanza Hermanin et Paolo Ponzano, Préface d'António Vitorino, *Étude & Rapport*, janvier

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Institutions européennes »



Discours introductif de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, lors du séminaire sur la méthode communautaire, co-organisé par Notre Europe - Institut Jacques Delors et le Bureau des conseillers de politique européenne (BEPA), le 28 février à Bruxelles.

1.1.3. Dialogues citoyens

Conformément à sa vocation, NE-IJD a mis en place en 2012 un nouveau plan d'action dans le cadre de « Dialogues citoyens » qui visent à animer le débat sur la construction européenne avec des publics non spécialistes.

Ces dialogues citoyens ont principalement été mis en œuvre dans le cadre de l'accord de coopération nous liant à la MACIF, dans le cadre d'un partenariat conclu avec le Mouvement Européen France et en direction d'un jeune public - en s'inspirant des grandes orientations du programme « L'Europe pour les citoyens ».

Sur ce registre, NE-IJD a notamment organisé une conférence parisienne autour de Jacques Delors et de Valéry Giscard d'Estaing, qui leur a permis de dialoguer avec des représentants des jeunes générations, en présence de 600 jeunes et d'un millier de participants au total. Cette conférence a permis de lancer en France le concours « Eustory », créé en Allemagne il y a 40 ans à l'initiative de la Fondation Körber.

Dialogues citoyens Principales activités en 2012

- « Construire l'Europe : un projet, plusieurs générations », débat entre Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing en partenariat avec Eustory-Network, l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG), le Parlement européen des jeunes (PEJ), l'Université Paris 4-Sorbonne, la Maison de la mutualité, *Le Taurillon*, Toute l'Europe.eu, Paris, novembre
- « Les 20 ans du marché unique : faut-il craindre le dumping fiscal et social ? », intervention d'Yves Bertoncini dans le débat organisé par le Club Europe Sud Rhône-Alpes, Valence, novembre
- Session d'information avec le Comité régional Centre-Ouest Atlantique de la Macif, Jean-Pierre Bobichon et Jennifer Hoff, Sables d'Olonne, octobre
- Participation au Green Forum en partenariat avec le WWF-France, Paris, septembre :
 - « Quels sont les leviers de financement et d'investissement pour la relance écologique de l'économie européenne ? », *Synthèse* du Green Forum, Kristina Maslauskaite
 - « Quel budget pour une Europe plus soutenable ? », débat et *Synthèse* du Green Forum, Eulalia Rubio
 - « Réforme de la PAC : une opportunité manquée pour la transition du modèle agricole européen vers l'économie verte ? », *Synthèse* du Green Forum, Nadège Chambon
 - « Comment la France peut-elle mener une transition énergétique ambitieuse dans le cadre européen ? », intervention de Sami Andoura
- Session d'information avec le Comité régional Nord Pas-de-Calais de la Macif, Jean-Pierre Bobichon et Jennifer Hoff, Lille, juin
- « Quelle transition énergétique pour une Europe durable ? », atelier avec Sami Andoura, 4^{ème} édition des États généraux de l'Europe, Paris, février
- « Comment construire une zone euro solidaire ? », atelier avec Eulalia Rubio organisé en coopération avec la CFTD et la Maison de l'Europe de Paris, 4^{ème} édition des États généraux de l'Europe, Paris, février
- « La réponse européenne à la crise », Yves Bertoncini, séminaire de formation Europe Direct, Bruxelles, février
- « Être acteur de la construction européenne », Michel Barnier et António Vitorino, conférence organisée en partenariat avec la Macif, Paris, octobre

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Dialogues citoyens »



Débat entre Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing, modéré par Arnaud Leparmentier, dans le cadre du projet « Construire l'Europe : un projet, plusieurs générations », le 14 novembre à Paris.

1.1.4. Schengen et migrations

S'appuyant sur l'expertise de son Président António Vitorino, NE-IJD a participé en 2012 aux débats relatifs à l'espace Schengen, notamment s'agissant des mécanismes de solidarité mis en place au sein de cet espace, mais aussi des contrôles exercés à ses frontières.

Il a également produit des analyses portant sur les citoyens exerçant leurs droits à la libre circulation, en contribuant notamment à l'édition d'une bande dessinée conçue par l'association « Paroles d'hommes et de femmes », et présentant les récits de 6 Européens ayant immigré en France.

Schengen et migrations Principales activités en 2012

- « L'avenir de l'UE et de sa Cour de justice », António Vitorino, *Tribune*, décembre
- « Espace Schengen : la fin de la liberté de circulation ? », Mathilde Durand, *Synthèse* du séminaire « Moment critique pour la liberté de circulation des personnes dans l'espace Schengen ? » organisé en partenariat avec EPC, octobre
- « Moment critique pour la liberté de circulation des personnes dans l'espace Schengen ? », séminaire organisé en partenariat avec EPC, Bruxelles, septembre
- « L'Europe aura besoin d'immigration », Yves Bertoncini, interview, Deutsche Welle, juillet
- « Visas et Code Schengen : vers une coopération gagnant-gagnant entre l'UE et ses voisins ? », Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, *Synthèse* du séminaire « L'accès à l'Europe et les politiques de visa : un défi majeur pour l'UE et ses voisins » organisé en partenariat avec la Fondation Batory et le CERI, juillet
- « L'accès à l'Europe et les politiques de visa : un défi majeur pour l'UE et ses voisins », séminaire organisé en partenariat avec la Fondation Batory et le CERI, Paris, juin
- *Les Migrants. Parcours européens*, BD conçue et réalisée par Frédéric Praud *et al.* (association « Paroles d'hommes et de femmes »), mai

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Liberté, sécurité, justice »



Yves Pascouau, Stefano Manservigi, Hans Martens, António Vitorino et Carlos Coelho lors du séminaire sur la liberté de circulation des personnes dans l'espace Schengen, co-organisé par Notre Europe - Institut Jacques Delors et le European Policy Centre, le 20 septembre à Bruxelles.

1.1.5. Autres enjeux politiques, institutionnels et citoyens

La gestion de la crise de la « dette souveraine » et la mise sur les rails d'un nouveau traité ayant conduit à relancer le débat sur la dimension démocratique de l'UE, NE-IJD a poursuivi ses travaux en se focalisant principalement sur l'évolution des opinions publiques, dans le contexte récent comme sur une période plus longue.

Autres enjeux politiques, institutionnels et citoyens Principales activités en 2012

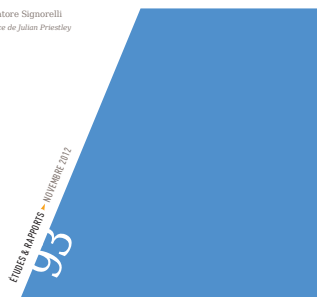
- « L'UE, la Catalogne et les séparatismes régionaux », Yves Bertoncini, *Tribune*, décembre
- « L'UE et les opinions publiques : je t'aime, moi non plus ? », Salvatore Signorelli, Préface de Julian Priestley, *Étude & Rapport*, novembre
- « Le contrôle démocratique dans les États membres du Conseil européen et des sommets de la zone euro », séminaire organisé en partenariat avec TEPSA, Bruxelles, août
- « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? Analyse des attitudes et des attentes des opinions publiques européennes depuis un quart de siècle », Daniel Debomy, Préface d'António Vitorino, *Étude & Rapport*, juin
- « Union européenne et nationalismes : tensions dans la fédération », Yves Bertoncini, *Tribune*, mai
- « La démocratie européenne : cirque ou réalité ? », débat organisé en partenariat avec l'Association des journalistes européens, Paris, mars
- « L'Union européenne à l'écoute des citoyens : les outils d'analyse des opinions publiques », Salvatore Signorelli, *Bref*, mars

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubriques « Démocratie européenne » et « Identités européennes »



L'UE ET LES OPINIONS PUBLIQUES : JE T'AIME, MOI NON PLUS ?

Salvatore Signorelli
Préface de Julian Priestley



Salvatore Signorelli, « L'UE et les opinions publiques : je t'aime, moi non plus ? », préface de Julian Priestley, *Étude & Rapport* n° 93, novembre 2012.



1. Quelles seraient les conséquences de l'indépendance d'une région vis-à-vis d'un État membre ?

2. Quelles seraient les conditions ?

3. Quelle serait la position de l'UE au regard d'un référendum sur l'indépendance ?

4. Quelles seraient les conséquences de l'indépendance d'une région vis-à-vis d'un État membre ?

5. Quelles seraient les conditions ?

6. Quelle serait la position de l'UE au regard d'un référendum sur l'indépendance ?

1.2. Compétition, coopération, solidarité

1.2.1. Parachever l'Union économique et monétaire

NE-IJD a mis en place un groupe d'experts de haut niveau sur les questions économiques européennes, parrainé par Jacques Delors et Helmut Schmidt. Baptisé « Groupe Tommaso Padoa-Schioppa » en hommage au précédent Président de NE-IJD, ce groupe a eu pour objectif de réfléchir à l'avenir de l'UEM tout au long du premier semestre 2012. Les membres du groupe ont présenté les résultats de leur réflexion conjointe dans le rapport « Parachever l'euro : feuille de route vers une union budgétaire en Europe », publié en juin 2012. Les idées présentées dans ce rapport ont été largement diffusées à travers un ensemble de tribunes/entretiens ainsi que la présentation du rapport à Bruxelles, Paris et Harvard.

NE-IJD s'est par ailleurs efforcé d'analyser les implications politiques des réformes de la gouvernance économique (nouveau traité, pacte Euro plus, etc.), d'analyser la dialectique solidarité-responsabilité au sein de l'UEM et d'explorer les possibilités d'une relance de la croissance.

Parachever l'Union économique et monétaire Principales activités en 2012

- « Une UEM à la fois renforcée et solidaire », António Vitorino, *Tribune*, Entretien à la veille du Conseil européen des 13 et 14 décembre
- « Une nouvelle voie pour la croissance et la solidarité », Anna Diamantopoulou, *Tribune*, décembre
- « Consolider l'UEM, une tâche vitale », Jacques Delors, *Tribune*, novembre
- « Budget de la zone euro : trois fonctions, trois instruments », Eulalia Rubio, *Tribune*, novembre
- « Parachever l'euro : feuille de route vers une union budgétaire en Europe », présentation du rapport du groupe Tommaso Padoa-Schioppa, Bruxelles, juillet / Paris, septembre / Harvard, novembre
- « Parachever l'euro : feuille de route vers une union budgétaire en Europe » (EN, FR et DE), Groupe Tommaso Padoa-Schioppa, préface de Jacques Delors et Helmut Schmidt, *Étude & Rapport*, juin
- « La situation espagnole nous conduit à l'union bancaire », António Vitorino, *Tribune*, Entretien à la veille du Conseil européen des 28-29 juin
- « Crise de la dette et crise bancaire : vers des garanties européennes ? », Sofia Fernandes, *Bref*, juin
- « Stabilité et croissance : parfaire le nouveau pacte européen », Jacques Delors, António Vitorino et le Conseil d'administration de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, *Tribune*, mai
- « Solidarité dans la zone euro : combien, pourquoi, jusqu'à quand ? », Sofia Fernandes et Eulalia Rubio, *Policy Paper*, février

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Euro et gouvernance économique »



António Vitorino, Jean Pisani-Ferry, Henrik Enderlein, Anton La Guardia (modérateur), Maria João Rodrigues et André Sapir, lors de la présentation du rapport du groupe Tommaso Padoa-Schioppa « Parachever l'euro. Feuille de route vers une union budgétaire en Europe », le 9 juillet à Bruxelles.

1.2.2. La solidarité européenne à l'épreuve

NE-IJD a poursuivi sa série de publications sur le thème « La solidarité européenne à l'épreuve », dans un contexte de crise économique et sociale aiguë. Nos travaux ont principalement porté sur la solidarité établie dans l'urgence au sein de l'UEM, sur la solidarité mise en place dans le cadre du budget européen (évolution de la « politique de cohésion », sort réservé au programme d'aide alimentaire aux plus démunis, etc.) ainsi que sur la solidarité établie en matière de contrôle des flux migratoires.

La solidarité européenne à l'épreuve Principales activités en 2012

- « L'aide alimentaire pour les plus pauvres bientôt supprimée ? », Nadège Chambon, Interview, *Bastamag*, décembre
- « Schengen et la solidarité : le fragile équilibre entre confiance et méfiance mutuelles », Yves Pascouau, préface d'António Vitorino, *Policy Paper*, juillet
- « Les coûts budgétaires de la solidarité dans la zone euro : clarifications et mise en perspective », Sofia Fernandes et Eulalia Rubio, *Bref*, mai
- « Le "Pacte de cohésion" à l'épreuve de la crise », Marjorie Jouen, *Policy Paper*, avril
- Yves Bertoncini invité de l'émission « Debate » pour débattre des accords de Schengen, France 24, France, mars
- « Solidarité dans la zone euro : combien, pourquoi, jusqu'à quand ? », Sofia Fernandes et Eulalia Rubio, préface de Jacques Delors, *Policy Paper*, février

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Solidarité et Europe sociale »



Solidarité dans la zone euro : combien, pourquoi, jusqu'à quand ?

Sofia FERNANDES, Eulalia RUBIO

Préface de Jacques DELORS



51

Sofia Fernandes et Eulalia Rubio, « Solidarité dans la zone euro : combien, pourquoi, jusqu'à quand ? », préface de Jacques Delors, *Policy Paper* n° 51, février 2012.



Projet « La solidarité européenne à l'épreuve »

Schengen et la solidarité : le fragile équilibre entre confiance et méfiance mutuelles

Yves PASCOUAIU

Préface d'António VITORINO



53

Yves Pascouau, « Schengen et la solidarité : le fragile équilibre entre confiance et méfiance mutuelles », préface d'António Vitorino, *Policy Paper* n° 53, juillet 2012.

1.2.3. Mieux dépenser ensemble

Dans une année marquée par l'avancée des négociations du cadre financier 2014-2020, NE-IJD a poursuivi sa série de publications sur le thème « Mieux dépenser ensemble », en explorant la possibilité d'améliorer l'efficacité de la dépense publique via son « européanisation » ou une meilleure coordination des dépenses européennes et nationales.

Ces activités ont notamment donné lieu à un séminaire d'experts organisé à Rome en partenariat avec l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Centro Studi sul Federalismo (Turin) et l'Institut für europäische Politik (IEP), ainsi qu'à des contributions plus ponctuelles, y compris dans les médias.

Mieux dépenser ensemble

Principales activités en 2012

- « Le budget européen ne représente que 2,5% des dépenses publiques européennes », Eulalia Rubio, *Le Taurillon*, novembre
- Eulalia Rubio sur Euradio Nantes analyse le Conseil européen consacré au budget, novembre
- « Mieux dépenser ensemble : analyses et recommandations », Amélie Barbier-Gauchard et Eulalia Rubio, *Synthèse* des publications du projet « Comment mieux dépenser ensemble », novembre
- « Réformer le budget de l'UE en période de crise », Yves Bertoncini, *Tribune*, novembre
- « Le budget de l'UE : une force motrice pour le changement en Europe ? », séminaire organisé en partenariat avec le Centro Studi sul Federalismo, l'Istituto Affari Internazionali et l'Institut für europäische Politik, Rome, octobre
- « L'aide européenne au développement : comment être plus efficace sans dépenser plus ? », Elena Muñoz Gálvez, *Policy Paper*, juillet
- « Négociations du budget de l'UE : de la nécessité d'un débat sain et constructif », Eulalia Rubio, *Tribune – Le Mot*, avril

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Budget européen »

SYNTHÈSE – 20 NOVEMBRE 2012
PROJET « COMMENT MIEUX DÉPENSER ENSEMBLE »
MIEUX DÉPENSER ENSEMBLE
ANALYSES ET RECOMMANDATIONS

Amélie Barbier-Gauchard | Maître de conférences en économie à la Faculté de sciences économiques et de gestion de l'Université de Strasbourg et conseiller scientifique au Centre d'Analyse Stratégique (CAS)
Eulalia Rubio | Chercheur senior à Notre Europe - Institut Jacques Delors

Le « mieux dépenser ensemble » : l'objectif de ce projet était de regarder les dépenses « agrégées » – c'est-à-dire, au niveau européen et national – et d'explorer les possibilités de réaliser des gains d'efficacité au travers d'une meilleure répartition des tâches budgétaires et d'une meilleure coordination des dépenses nationales et communautaires dans quelques domaines d'intervention.

Comme l'impliquent les deux coordonnées de ce projet dans cette synthèse, les publications du projet « Comment mieux dépenser ensemble » révèlent que le budget communautaire est un élément parmi d'autres, dans un vaste spectre de modalités d'interventions financières disponibles à l'échelon européen. Elles permettent d'avoir un aperçu assez complet des différents degrés d'intégration budgétaire et des différents instruments d'interventions financières qui existent au niveau européen. Elles appellent aussi des analyses approfondies sur les obstacles politiques et juridiques à « mieux dépenser », ainsi que des recommandations sur comment améliorer l'efficacité de la dépense nationale et européenne dans plusieurs domaines d'intervention (recherche, enseignement supérieur et recherche, infrastructures énergétiques, aide au développement).

À l'heure où l'Union européenne (UE) traverse une crise économique sans précédent, tant par son ampleur que par sa durée, les finances publiques de nombreux États membres rencontrent d'importantes difficultés pour maintenir durablement l'activité et l'emploi en raison de la priorité absolue de redressement des comptes publics qui s'impose à eux. C'est dans ce contexte que le cadre financier 2014-2020 est actuellement largement débattu.

Dès lors, la question de la rationalisation des finances publiques dans une perspective européenne se pose plus que jamais avec une acuité toute particulière. « Comment mieux dépenser ensemble ? », telle est la question à laquelle Notre Europe - Institut Jacques Delors a souhaité apporter divers éléments de réponse afin de nourrir le débat sur la réorganisation des dépenses publiques dans l'UE.

« Comment mieux dépenser ensemble ? », à l'égard de ce séminaire sur l'actualité d'un transfert de certaines compétences du niveau national vers le niveau européen et sur la manière d'améliorer la coordination entre dépenses nationales et communautaires. Cette nouvelle gouvernance de certaines dépenses publiques permettrait ainsi des gains d'efficacité. En revanche, ces questions sont particulièrement

complexes à traiter dans la mesure où elle implique de s'interroger sur :

- les véritables gains à un transfert de compétences : quelle est la valeur ajoutée de l'UE ? E. Rubio souligne toutes les difficultés à appréhender ce concept de « valeur ajoutée » de l'UE.

- les modalités de ce transfert de compétences : sous quelle forme doit se faire ce transfert de compétences ? Et avec quels instruments ? Le budget communautaire est en effet un élément parmi d'autres, dans un vaste spectre d'instruments disponibles à l'échelon européen (subventions, prêts, « projet bonds », interventions réglementaires, fonds gérés par une structure particulière, etc.). Il s'agit de trouver l'instrument qui convient le mieux à l'objectif visé.

Participation entre les interventions nationales et communautaires : quelle coordination entre le niveau national et le niveau communautaire ? Il est indispensable en effet d'étudier les synergies possibles entre les interventions budgétaires de chaque niveau. Dans l'UE, la coordination verticale entre le niveau national et le niveau communautaire s'avère en effet tout aussi déterminante

TRIBUNE – 19 NOVEMBRE 2012
REFORMING THE EU BUDGET
IN TIMES OF CRISIS

Yves Bertoncini | Directeur de Notre Europe - Jacques Delors Institute

This Tribune underlines the main issues at stake in the perspective of the extraordinary European Council which is to take key decisions on the EU budget for the post-2013 period. It is based on the opening remarks made on the occasion of an expert seminar organized by Notre Europe - Jacques Delors Institute in Rome on the 30th of October 2012, in partnership with the Istituto Affari Internazionali, the Centro Studi sul Federalismo and the Institut für europäische Politik.

I am particularly pleased to open this European seminar in the city of Rome and in the premises of the Istituto Affari Internazionali that I would like to thank warmly, as well as the other partners of this event, namely the Centro Studi sul Federalismo and the Institut für europäische Politik.

The objective of this opening address is naturally not and cannot be to cover all the issues we will deal with during our seminar, but rather to focus on the context in which it takes place, so as to try and shed light on our debates. In this regard, what strikes me is that this seminar perfectly echoes the one we have organized in Torino in July 2011, and whose title was "Rebalancing EU finances in times of crisis" – we are indeed timely once again: the Torino seminar was probably the first organized at such a scale right after the Commission published its proposal for a new EU "Multi-Annual Financial Framework" one week before this Rome seminar is organized just before the extraordinary European Council scheduled in three weeks to take decisions on the EU budget for the period 2014-2020.

One thing has changed since our Torino seminar: it is still time to think, but also to propose concrete orientations in the perspective of the decisions on the EU budget to be taken in the coming weeks. Another thing has not changed: the times of crisis have not faded away, and the context is even more difficult on the economic, social and political point of view. In this context, I will then focus this opening address on three areas of remarks:

- one on the crisis, which has to be taken into account in the ongoing decision making process;
- a second one on the key objectives of the EU budget;
- the third one on the concept of "political union", given the fact that the EU budget is one of its major tools.

Amélie Barbier-Gauchard et Eulalia Rubio, « Mieux dépenser ensemble : analyses et recommandations », *Synthèse*, novembre 2012.

Yves Bertoncini, « Réformer le budget de l'UE en temps de crise », *Tribune*, novembre 2012 (en anglais uniquement).

1.2.4. Le marché unique 20 ans après

À l'occasion du 20^{ème} anniversaire du marché unique européen, relancé à l'initiative de Jacques Delors, NE-IJD a engagé une série de travaux visant à dresser un bilan de l'intégration économique européenne et produire des analyses et recommandations en faveur de son approfondissement.

Ces travaux ont été lancés par l'organisation à Bruxelles en octobre d'une grande conférence intitulée « Compétition – Coopération – Solidarité : répondre aux nouveaux défis de l'UE ». Les personnalités réunies se sont ainsi penchées sur les financements apportés par l'UE dans le cadre du marché intérieur et sur l'avenir de la dimension sociale du projet européen.

Le marché unique 20 ans après Principales activités en 2012

- « Marché unique : de nouvelles règles sont nécessaires », Kristina Maslauskaitė, *Synthèse* de la réunion du Comité européen d'orientation, décembre
- « Marché unique : enjeux industriels et politiques », Riccardo Perissich, *Tribune*, novembre
- « Le "triolet" de Jacques Delors : bilan et perspectives », António Vitorino, *Tribune*, novembre
- « Compétition – Coopération – Solidarité : répondre aux nouveaux défis de l'UE », conférence, Bruxelles, octobre
- « Pour une nouvelle relance du marché unique », Jacques Delors, *Tribune - Le Mot*, octobre
- « Un statut européen des mutuelles ? Avantages, limites et obstacles juridiques et politiques », séminaire, Bruxelles, octobre
- « L'économie mutualiste : quel futur dans l'Europe du 21^{ème} siècle ? », Marie-José Fleury, *Bref*, août

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Marché unique »



Conférence « Compétition – Coopération – Solidarité : répondre aux nouveaux défis de l'UE », organisée le 16 octobre à Bruxelles.

1.2.5. Autres enjeux économiques, sociaux et territoriaux

Dans un contexte de crise économique et sociale aigüe, NE-IJD a approfondi ses travaux sur les mécanismes de **solidarité européenne**, en participant notamment au débat sur la solidarité établie dans l'urgence au sein de l'UEM, sur l'évolution de la « **politique de cohésion** », ainsi que sur la solidarité établie en matière migratoire. NE-IJD a par ailleurs poursuivi ses travaux relatifs à l'Europe sociale, en analysant en particulier les acteurs ayant un statut mutualiste.

Avec la discussion des **réformes de la PAC** et du budget proposées par la Commission, l'année 2012 a permis à NE-IJD d'être sollicitée pour son expertise en matière de politique agricole et rurale. Anticipant la clôture de ces débats en 2013, les recherches ont porté sur les autres politiques européennes ayant un impact sur l'agriculture et notamment la dimension extérieure (politique commerciale, aide au développement, etc.)

NE-IJD a poursuivi sa réflexion de fond sur **l'avenir de la politique énergétique européenne**. Dans un contexte de très grande interdépendance entre les États membres de l'UE, le Comité économique et social européen (CESE) et NE-IJD ont notamment organisé une conférence afin de promouvoir des réponses collectives et non nationales aux grands défis énergétiques auxquels l'Union européenne est confrontée.

Autres enjeux économiques, sociaux et territoriaux Principales activités en 2012

- Intervention de Nadège Chabon sur le thème de l'agriculture lors du séminaire TGAE organisé avec le CER, Londres, octobre
- « Compétition – Coopération – Solidarité : répondre aux nouveaux défis de l'UE », conférence, Bruxelles, octobre
- « Le "Pacte de cohésion" à l'épreuve de la crise », Marjorie Jouen, *Policy Paper*, avril
- « Relevons ensemble les défis énergétiques grâce à une Communauté européenne de l'énergie », déclaration commune de Jacques Delors, Staffan Nilsson, Stéphane Buffetaut et Sami Andoura, *Tribune*, mars
- « Le projet d'une PAC pour l'après 2013 annonce-t-il une "grande" réforme ? », Louis-Pascal Mahé, *Policy Paper*, mars
- « L'Union européenne sur la voie d'une Communauté européenne de l'énergie », conférence internationale en coopération avec le CESE, Bruxelles, janvier
- « Les propositions de l'UE pour le développement rural après 2013 : le bon compromis entre innovation et conservatisme ? », Francesco Mantino, *Bref*, janvier

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu

Rubriques « Cohésion et politique régionale », « Solidarité et Europe sociale »,
« Agriculture et développement rural » et « Politique énergétique »



Projet « Comment mieux dépenser ensemble »

Le projet d'une PAC pour l'après 2013
annonce-t-il une « grande » réforme ?

Louis-Pascal MAHÉ

Our Europe Unser Europa
La nostra Europa A nossa Europa
Nuestra Europa ons Europa o Europa
Vårt Europa L-Europa tagħna Nostra Europa
Vores Europa A mi Európánk Násze
Evropa Nasza Europa Hamara Eþporia Meis Europa
Mūsų Europa Mesa Europa Waša Európa
Nāša Evropa Meidán Europpammie
Notre Europe



Louis-Pascal Mahé, « Le projet d'une PAC pour l'après 2013 annonce-t-il une 'grande' réforme ? », *Policy Paper* n° 53, novembre 2012.



Jacques Delors, Staffan Nilsson, Stéphane Buffetaut et Sami Andoura,
Déclaration commune NE-IJD/CESE, mars 2012.

1.3. Actions extérieures européennes

1.3.1. L'UE et ses voisins

Le printemps arabe et ses suites doivent conduire à renforcer l'un des « piliers » de l'introuvable politique extérieure de l'UE, c'est-à-dire la « politique de voisinage ». C'est dans cette perspective que NE-IJD a développé un ensemble d'analyses et de propositions visant à promouvoir une vision stratégique des relations de l'UE avec l'ensemble de ses voisins, notamment en matière commerciale et migratoire.

L'UE et ses voisins Principales activités en 2012

- « Le voisinage de l'UE : une opportunité ? », Elvire Fabry et Chiara Rosselli, *Synthèse* du séminaire TGAE organisé à Rome en partenariat avec l'IAI le 11 octobre, novembre
- « Visas et Code Schengen : vers une coopération gagnant-gagnant entre l'UE et ses voisins ? », Valentin Kreiling et Yves Bertoncini, *Synthèse* du débat « L'accès à l'Europe et les politiques de visas : un défi majeur pour l'UE et ses voisins » co-organisé avec le CERI et la Fondation Stefan Batory le 28 juin à Paris, juillet
- « La politique commerciale de l'UE dans son voisinage. Vers des Accords de libre-échange approfondis et complets », Iana Dreyer, préface d'Eneko Landaburu, *Étude & Rapport*, mai
- « Après la révolution : l'UE et la transition arabe », Timo Behr, *Policy Paper*, avril
- « L'UE, ses voisins et ses frontières », Yves Bertoncini et Sami Andoura, *Tribune*, mars
- « L'élargissement, un outil pour l'UE, une perspective pour nos voisins », Sami Andoura, *Tribune*, mars

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « L'UE et ses voisins »



Trade Policy in the EU's Neighbourhood Ways Forward for the Deep and Comprehensive Free Trade Agreements

Iana DREYER

Foreword by Eneko Landaburu



Iana Dreyer, « La politique commerciale de l'UE dans son voisinage. Vers des Accords de libre-échange approfondis et complets », préface d'Eneko Landaburu, *Étude & Rapport* n° 90, mai 2012 (en anglais uniquement).

SYNTHESIS 26 NOVEMBER 2012

EU'S NEIGHBOURHOOD AS AN OPPORTUNITY?

Elvire Fabry | Senior research fellow at Notre Europe - Jacques Delors Institute
Chiara Rosselli | Research assistant at Notre Europe - Jacques Delors Institute



Within the context of the "Think Global - Act European" project, Notre Europe - Jacques Delors Institute has mobilised a group of 16 European think tanks to explore the ways to attain a more integrated strategy for the EU's external action. Experts have confronted their analyses in a series of working seminars (economic interests, strategic resources, migrations, EU neighbourhood and CSDP), organised throughout Europe in October 2012. Policy papers and final report will be available soon.

The first seminar of the project "Think Global - Act European" took place in Rome at the *Intituto Affari Internazionali* (IAI) on 11 October 2012. The seminar was shaped by the contributions of the members of the working group IV dedicated to the EU relations with its neighbourhood.

- **Halima Amirah Fernández**, Senior Analyst for the Mediterranean and Arab World, Ekuo Royal Institute
- **Adam Baker**, Director of the EU enlargement and neighbourhood programme, demond@CEPR
- **Timo Behr**, Researcher, FIIA - Finnish Institute of International Affairs & Research Institute, Notre Europe - Jacques Delors Institute
- **Gianluigi Bonvicini**, Executive Vice President, Istituto Affari Internazionali (IAI)
- **Michèle Comelli**, Senior Fellow, Istituto Affari Internazionali (IAI)
- **Elvire Fabry**, Senior Research Fellow, Notre Europe - Jacques Delors Institute
- **Christoph Hillen**, Senior Researcher, Swedish Institute for European Policy Studies (SEIPS)
- **Laura Nijliva**, Senior Research Fellow, European - Institute for European Foreign Policy
- **Peter Nink Jansen**, Senior Analyst, DES - Danish Institute for International Studies
- **Vira Rihakava**, Senior Research Fellow, European - Institute for European Foreign Policy
- **Olga Shamylo-Tajkova**, Visiting Scholar, Carnegie Europe

This synthesis regroupes salient points identified throughout the discussions.

1. An inverted EU in urgent need of strategic thinking

Deep internal crisis faced by the EU must not allow for neglecting the changes occurring in the neighbourhood. The emergence of new actors in the Mediterranean, the Arab Spring and the crisis in Libya and the current one in Syria, all have impact on European policy and urge a rethinking of EU strategic relations and priorities.

Traditionally the European Neighbourhood Policy (ENP) has been overly optimistic and euro-centric, based strongly on the assumption of the EU model's attractiveness. The policy's effectiveness is dubious, yet the 2012 evaluation was strikingly positive. Focusing on inputs (0.3 % increase of ENP funds, the creation of a Civil Society Facility) rather than outputs, is an indicator of the EU's poor analytical understanding of its involvement in the region.

A lack of horizontal coordination between external action instruments and incoherence across national policies mean the bigger picture is lost because of **doublets engendered by societal or national interests**.

EU credibility and attractiveness in its neighbourhood has suffered a serious blow. In Turkey, EU enlargement is still perceived as necessary but polls highlight lack of enthusiasm. Contrasting the EU's flag waving in the Eastern revolutions, with the Arab Spring where the EU's role was minimal at

1.3.2. « Think Global – Act European IV »

NE-IJD a consacré l'édition 2012 de son « Forum européen des think tanks », co-organisé à Berlin avec l'Institut allemand pour la politique internationale et la sécurité (SWP), à une analyse de l'évolution de l'influence européenne sur la scène internationale.

Sur cette base, NE-IJD a souhaité contribuer à la formation d'une stratégie européenne d'action extérieure dans le cadre de son projet Think Global – Act European (TGAE), qui mobilise aujourd'hui 16 think tanks européens autour d'analyses et de recommandations centrées sur la coordination des instruments d'action extérieure de l'UE (politique commerciale, PSDC, sécurité énergétique extérieure, migrations, etc.).

NE-IJD a d'ores et déjà engagé les experts réunis dans le cadre du projet TGAE à confronter leurs analyses sur les principaux défis externes de l'UE, à l'occasion d'une série de 5 séminaires organisés en Europe pendant l'automne 2012.

Think Global – Act European IV Principales activités en 2012

- « Relever le défi démographique par une vaste stratégie migratoire ? », Elvire Fabry et Chiara Rosselli, *Synthèse* du séminaire TGAE organisé le 30 octobre à Bruxelles en partenariat avec EPC, décembre
- « Comment mieux promouvoir les intérêts économiques européens à travers le monde ? », Elvire Fabry et Chiara Rosselli, *Synthèse* du séminaire TGAE organisé le 26 octobre à Madrid avec le Real Instituto Elcano, décembre
- « Comment les Européens peuvent-ils rester crédibles avec des capacités de défense réduites ? », Elvire Fabry et Chiara Rosselli, *Synthèse* du séminaire TGAE organisé le 24 octobre à Paris, décembre
- « L'action extérieure de l'UE pour une gestion stratégique et durable des ressources naturelles », Elvire Fabry et Chiara Rosselli, *Synthèse* du séminaire TGAE organisé le 18 octobre à Londres en partenariat avec le CER, décembre
- « Comment faire du voisinage de l'UE une opportunité ? », Elvire Fabry et Chiara Rosselli, *Synthèse* du séminaire TGAE organisé le 11 octobre à Rome en partenariat avec l'IAI, novembre
- « Influence européenne : la nécessité d'un changement de paradigme », Elvire Fabry, *Synthèse* du Forum européen des think tanks organisé les 26-27 juin avec le SWP à Berlin, octobre

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Think Global – Act European »



Forum européen des think tanks, co-organisé par Notre Europe - Institut Jacques Delors et le SWP, les 26-27 juin à Berlin.

1.3.3. Autres enjeux internationaux

NE-IJD a prolongé sa réflexion de fond sur l'avenir du **partenariat euro-américain**, notamment dans le cadre du projet « New Atlantic Capitalism », une initiative conjointe de demosEUROPA (Varsovie), NE-IJD (Paris), SWP (Berlin) et The German Marshall Fund of the United States (Washington). Le rapport final a été publié en 2012 avec des recommandations pour les décideurs des deux côtés de l'Atlantique. En outre, NE-IJD a procédé à une analyse du bilan de la première présidence d'Obama sur les relations transatlantiques.

Les travaux de NE-IJD ont également porté sur les grandes **évolutions de la globalisation** et les principales tendances à venir, notamment s'agissant du développement du régionalisme, qui semble désormais entré dans une autre phase, différente du « nouveau régionalisme » des deux décennies précédentes. NE-IJD a notamment pu compter sur des contributions de son Président d'honneur Pascal Lamy.

Autres enjeux internationaux Principales activités en 2012

- « Réflexions sur l'avenir de la mondialisation », conférence de Pascal Lamy en partenariat avec le CNAM, Paris, décembre
- « La globalisation : D'où vient-on ? Où va-t-on ? », Pascal Lamy, *Tribune*, octobre
- « Barack Obama versus Mitt Romney on transatlantic relations », Bertrand Rioust de Largentaye, Article, *Public Service Europe*, octobre
- « 4 ans de présidence Obama : évolution des relations transatlantiques et perspectives », Bertrand Rioust de Largentaye, *Policy Paper*, octobre
- « La gouvernance de l'UE à l'épreuve des économies émergentes », Elvire Fabry, *Tribune*, juin
- « Le nouveau capitalisme atlantique : refonder le modèle économique dans l'UE et aux États-Unis », séminaire organisé en partenariat avec demosEUROPA/SWP/German Marshall Fund Washington/EPC, Bruxelles, mars
- « Plaidoyer pour un renouveau du capitalisme transatlantique – Rapport final du projet "New Atlantic Capitalism" », *Étude & Rapport*, mars

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubriques « Intégrations régionales » et « Relations UE/États-Unis »



RÉSUMÉ

À l'approche de l'élection présidentielle américaine, les Européens s'interrogent sur le bilan du président sortant s'agissant des relations transatlantiques. Les signes d'une certaine déconscience de ces dernières sont-ils à craindre ?

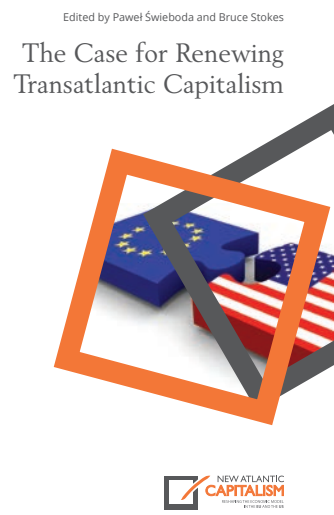
Les Européens constatent que ces quatre années ont été marquées par le retour à une convergence des vues européennes de part et d'autre de l'Atlantique, tout pour ce qui est des objectifs des politiques étrangères que des valeurs qu'il est intéressant de réaffirmer. L'ambivalence, le scepticisme à l'égard des politiques ainsi que les préférences pour des conditions de relations sur les alliances traditionnelles, caractéristiques de la précédente administration, ne sont plus de mise. Sous Obama, les États-Unis se sont employés avec une conviction plus marquée de rendre visible, qui cadre mieux avec l'idée d'une politique en adéquation avec ses moyens, que ne l'avait fait son prédécesseur. La bonne relation de la présidence Obama dans l'économie mondiale est la condition à se montrer plus sélectif dans le choix de leurs engagements extérieurs.

Les Européens observent en même temps que les critiques américaines de certains aspects des résultats politiques européens n'ont pas cessé : celles-ci ne diffèrent pas en substance de celles qui se fontent déjà entendre sous Clinton. Il s'agit de questions qui transcendent les partis et les administrations. Il s'agit pour l'essentiel de reproches qui visent le partage de l'initiative en matière de dialogue et les mécanismes de gouvernance de l'économie européenne, qui ont peu effleuré de la brèche, même si, sur ce dernier point, les États-Unis ne sont pas particulièrement bien placés, en cette fin d'année, pour se poser en modèle.

Les Européens relèvent enfin un redoublement des moyens à la disposition de la politique étrangère et de sécurité américaine, y compris dans le domaine commercial. C'est ce que l'on désigne habituellement sous le nom de « pivot ». On assiste déjà à une réduction de l'engagement militaire américain en Europe et à un renforcement correspondant sur les zones occidentales du Pacifique. Dans le domaine de la politique commerciale, c'est la création d'un partenariat trans-Pacifique qui retient actuellement l'attention des Américains.

LES EUROPÉENS S'INTERROGENT SUR LE BILAN DU PRÉSIDENT SORTANT S'AGISSANT DES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Ni les relations extérieures américaines, ni à l'extérieur, la relation transatlantique, ne vont dépasser les deux candidats : si cela avait été le cas, on pourrait, sans grand risque, donner le président sortant l'argent. Il s'agit d'une relation de Président Obama, dans le contexte actuel, ne lui laissant pas les mêmes chances. S'il faut en croire les médias de l'ouest, les Démocrates ne sont pas prêts de renouer la confiance des Européens et de parvenir bien entendu à leur objectif de 2012. Les déclarations de M. Romney sur la coopération internationale et sur le rôle de la politique de la sécurité chinoise, ainsi que sur la nature du soutien qu'il est prêt à apporter à Israël, laissent présager une période de turbulences s'il devait être nommé et M. Romney, dans l'incertitude de son élection, risquerait de réduire le partenariat qui a marqué les relations extérieures de son père depuis 2001.



Bertrand Rioust de Largentaye, « 4 ans de présidence Obama. Évolution des relations transatlantiques et perspectives », *Policy Paper* n° 59, octobre 2012.

« Plaidoyer pour un nouveau capitalisme transatlantique. Rapport final du projet 'New Atlantic Capitalism' », *Étude & Rapport*, mars 2012 (en anglais uniquement).

2. NOTRE FONCTIONNEMENT

2.1. Notre visibilité

Tout au long de l'année 2012, NE-IJD s'est efforcé de faire connaître ses activités et travaux à un nombre croissant d'acteurs en France, à Bruxelles, en Europe et au-delà. Ses **activités de diffusion** l'ont notamment conduit à intervenir dans de multiples **conférences et séminaires**, à apparaître de manière fréquente dans les **médias** et amplifier sa présence **sur la toile**.

2.1.1. Notre Europe – Institut Jacques Delors dans les conférences et séminaires

En 2012, NE-IJD a organisé ou co-organisé 40 événements (conférences, présentation-débats ou séminaires restreints) dans 8 pays : Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg.

Les membres de l'équipe de NE-IJD ont en outre été régulièrement sollicités pour intervenir en tant qu'experts dans des conférences organisées par d'autres institutions et organisations. En 2012, notre Président, notre Président fondateur, notre Directeur et nos chercheurs ont ainsi participé à plus de 70 événements dans 21 pays, aussi bien dans l'UE (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Royaume-Uni) qu'au-delà (Croatie, États-Unis, Géorgie, Inde, Macédoine, Serbie, Suisse, Tunisie, Turquie).

NE-IJD dans les conférences et séminaires 10 activités particulièrement visibles en 2012

- « Quel avenir pour l'UE et sa Cour de justice ? », intervention d'António Vitorino lors de la conférence organisée par la Cour de justice à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire, Luxembourg, décembre
- Comité européen d'orientation 2012 de NE-IJD sur les thèmes : « Le Marché unique 20 ans après : bilan et perspectives sur les plans économique, social et politique » ; « Quel équilibre entre rigueur et croissance dans la zone euro ? » ; « Pas d'union monétaire sans union politique ? », Paris, novembre
- « Construire l'Europe : un projet, plusieurs générations », débat entre Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing, en partenariat avec Eustory-Network, l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG), le Parlement européen des jeunes (PEJ), l'Université Paris 4-Sorbonne, la Maison de la mutualité, *Le Taurillon*, Toute l'Europe.fr, Paris, novembre
- « 20 ans après : quels enjeux pour le marché unique ? », intervention de Jacques Delors lors de la conférence organisée par la Représentation de la Commission en France et le ministère de l'Économie et des Finances, Paris, novembre
- « Compétition – Coopération – Solidarité : répondre aux nouveaux défis de l'UE », conférence, Bruxelles, octobre
- « Sommet euro-méditerranéen des conseils économiques et sociaux et institutions similaires 2012 », intervention de Sami Andoura sur le thème de la politique industrielle énergétique euro-méditerranéenne, Amman, octobre
- « Forum européen des think tanks – les nouveaux défis de l'influence européenne », séminaire organisé en partenariat avec le SWP, Berlin, juin
- « Parachever l'euro : feuille de route vers une union budgétaire en Europe », présentation du rapport du groupe Tommaso Padoa-Schioppa, Bruxelles, juillet / Paris, septembre / Harvard, novembre
- « La solidarité européenne et la crise de la zone euro », Keynote speech d'Yves Bertoncini lors de la conférence organisée par l'Institute of international and European affairs, Dublin, mai
- « Le traité de Maastricht, 20 ans après », conférence en coopération avec EPC, Bruxelles, février

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Événements »

2.1.2. Notre Europe – Institut Jacques Delors dans les médias

En 2012, NE-IJD est intervenu régulièrement dans les médias européens et internationaux, ce qui lui a permis de valoriser ses travaux et de prendre position dans les principaux débats d'actualité. Au cours de l'année 2012, le Président, le Président d'honneur, le Directeur et l'équipe de NE-IJD ont fait de nombreuses apparitions médiatiques (un peu moins de 200, tous médias confondus). La prise en compte des interventions de Jacques Delors en tant que Président fondateur de notre think tank porte notre total à près de 230 apparitions médiatiques pour l'année 2012.

Ces apparitions médiatiques se sont composées d'une majorité d'interviews et d'articles ou encore de tribunes, mentions ou reprises de nos travaux. Elles se sont concentrées sur la presse écrite, sur les médias audiovisuels et radiophoniques et de manière complémentaire, sur la presse en ligne et divers sites Internet ou blogs. Au total, NE-IJD est apparu dans les médias de plus de 24 pays, principalement au sein de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie) mais également au-delà (Algérie, Canada, Chine, États-Unis, Maroc, Norvège, Russie, Suisse, Thaïlande, Turquie).

La plupart des interventions médiatiques de 2012 ont répondu aux nombreux questionnements relatifs à la crise de la zone euro, à la situation grecque, à l'évolution du budget européen ou à la croissance. En 2012, l'expertise de NE-IJD a aussi été sollicitée à l'occasion de chacune des réunions du Conseil européen. Nos interventions médiatiques se sont aussi concentrées sur la solidarité en Europe, la Fédération d'États nations, l'état de l'agriculture ou encore les relations entre l'UE et ses voisins et l'attribution du prix Nobel de la paix.



Yves Bertoncini sur Bloomberg Television Channel.



Jacques Delors sur BFM TV.

NE-IJD dans les médias 10 activités particulièrement visibles en 2012

- « Des propositions de réformes pour la zone euro », Jacques Delors et Henrik Enderlein, article *Die Zeit et Tribune NE-IJD*, décembre
- « La zone euro, creuset de l'Union politique – déclaration du CEO 2012 », publication dans la presse européenne (*Le Figaro, La Razón, Le Temps, Público, La Croix, La Repubblica, Ethnos*, etc.), novembre-décembre
- Jacques Delors invité de l'émission « BFM politique », BFM TV, France, décembre
- Yves Bertoncini invité de l'émission « Debate » pour analyser les relations entre la Grande-Bretagne et l'UE, France 24, France, novembre
- Jacques Delors invité du « Grand journal » pour parler d'Europe avec Valéry Giscard d'Estaing, Canal +, France, novembre
- Interview d'Eulalia Rubio au sujet du budget européen, *China Daily Europe*, Chine, novembre
- « Parachever l'euro : Feuille de route vers une union budgétaire en Europe », rapport du Groupe Tommaso Padoa-Schioppa, mentions dans la presse européenne (*Le Monde, Il Corriere della Sera, Financial Times, Le Temps, Spiegel Online*, etc.) et non-européenne (*Bloomberg, Markets Watch – The Wall Street Journal, MSN Money*, etc.)
- Yves Bertoncini invité de l'émission « L'invité de l'économie » pour parler du traité budgétaire européen, LCI, France, juin
- Interview d'António Vitorino pour commenter les résultats du Conseil européen de juin 2012, NIC-Noticias, Portugal, juin
- Interview d'Yves Bertoncini pour parler de la nouvelle gouvernance européenne depuis l'élection de François Hollande, Bloomberg TV, Royaume-Uni, mai

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu
Rubrique « Médias »

2.1.3. Notre Europe – Institut Jacques Delors sur la toile

2.1.3.1. Le nouveau site internet de NE-IJD

NE-IJD a mis en ligne son nouveau site Internet le 13 octobre 2012.

Le menu vertical de notre site est désormais structuré autour de nos trois axes de travail « Union européenne et citoyens », « Compétition, coopération, solidarité » et « Actions extérieures européennes » et des principaux thèmes et enjeux que nous traitons dans ce cadre.

Le menu horizontal du site est structuré autour de nos trois principales activités : les publications que nous produisons et diffusons, les événements que nous organisons ou dans lesquels nous intervenons, et enfin l'ensemble de nos interventions dans les médias.

Ce nouveau site permet en outre d'accéder plus aisément aux activités et aux archives de Jacques Delors, à l'ensemble des productions de notre think tank depuis sa création et à l'ensemble des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes actifs.

Conjuguée à une nouvelle politique de communication online, la refonte de notre site a entraîné une augmentation des visites de 63,20% par rapport à la fin de l'année 2011.



Site internet.

2.1.3.2. NE-IJD sur les réseaux sociaux

2012 nous a également permis de monter en puissance sur les réseaux sociaux.

Nous sommes ainsi passés d'un compte Facebook « privé » à une page « fan » portant notre nouveau nom. À la fin de l'année 2012, nous comptons ainsi plus de 4 000 fans, ce qui fait de NE-IJD l'un des think tank européens les plus suivis sur Facebook.

Amorcée en 2011, notre présence sur Twitter nous a permis de mobiliser fin 2012 près de 1 000 « followers » qui lisent, partagent et répondent au quotidien à nos tweets.

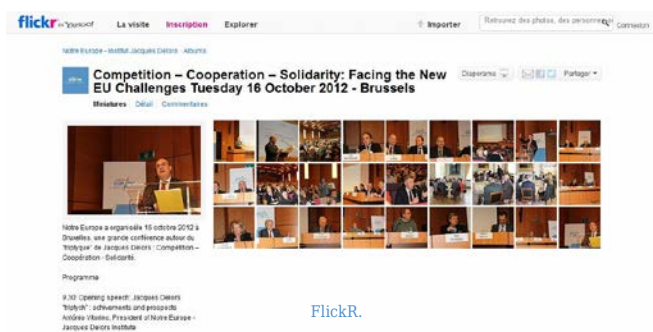
NE-IJD est également présent sur FlickrR depuis février 2012, avec des albums et photos illustrant nos activités les plus importantes. Créée il y a deux ans, notre chaîne YouTube a rassemblé en 2012 un nombre croissant de vidéos, donnant notamment la parole à nos chercheurs.



Page Facebook.



Compte Twitter.



Flickr.

En 2012, NE-IJD a fait partie des lauréats de l'appel d'offre « Mobiliser sur le web » organisé par le ministère français des Affaires étrangères et européennes et la Commission européenne, dans la perspective des élections européennes de 2014. Cette initiative va nous permettre d'améliorer encore notre capacité d'être plus présents sur la toile, notamment via l'incorporation de vidéos et de sons sur notre site, la création d'une fonction « chat » sur notre page Facebook ou encore la mise en ligne de vidéos et d'émissions dédiées à l'Europe.

NE-IJD sur la toile 10 activités particulièrement visibles en 2012

- « Grande-Bretagne/UE : les derniers sacrements ? », Julian Priestley, *Tribune*, décembre
- « Le prix Nobel, et après ? », Yves Bertoncini et António Vitorino, *Tribune*, décembre
- « Construire l'Europe : un projet, plusieurs générations », débat entre Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing, en partenariat avec Eustory-Network, l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG), le Parlement européen des jeunes (PEJ), l'Université Paris 4-Sorbonne, la Maison de la mutualité, *Le Taurillon*, *Toute l'Europe.fr*, novembre
- « La zone euro, creuset de l'union politique », Jacques Delors, António Vitorino et les participants du CEO 2012, *Tribune*, novembre
- « Mieux dépenser ensemble : analyses et recommandations », Amélie Barbier-Gauchard et Eulalia Rubio, *Synthèse* des publications du projet « Comment mieux dépenser ensemble », novembre
- « Pour une relance du marché unique », Jacques Delors, *Tribune - Le Mot*, octobre
- « Schengen et la solidarité : le fragile équilibre entre confiance et méfiance mutuelles », Yves Pascouau, Préface d'António Vitorino, *Policy Paper*, juillet
- « Parachever l'euro : feuille de route vers une union budgétaire en Europe » (EN, FR et DE), Groupe Tommaso Padoa-Schioppa, préface de Jacques Delors et Helmut Schmidt, *Étude & Rapport*, juin
- « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? Analyse des attitudes et des attentes des opinions publiques européennes depuis un quart de siècle », Daniel Debomy, préface d'António Vitorino, *Étude & Rapport*, juin
- « Solidarité dans la zone euro : combien, pourquoi, jusqu'à quand ? », Sofia Fernandes et Eulalia Rubio, préface de Jacques Delors, *Policy Paper*, février

Pour en savoir plus :
www.notre-europe.eu

www.facebook.com/notre.europe – <https://twitter.com/NotreEurope>
<http://www.youtube.com/user/NOTREEUROPE> – <http://www.flickr.com/photos/notreurope/>

2.2. Notre équipe et nos instances

2.2.1. Notre équipe

En 2012, l'équipe de NE-IJD a été renforcée par le recrutement d'un chercheur dédié à plein temps aux enjeux politico-institutionnels (Valentin Kreiling). Elle a également été renforcée par l'arrivée d'un Responsable Communication online & Diffusion (Nicolò Conti), suite au départ de Christelle Vasseur, qui occupait le poste de Responsable de la diffusion et du site internet.

L'équipe de NE-IJD a également accueilli 5 stagiaires (Erwan Bertrand, Margaux Brousse, Nicolò Conti, Valentin Kreiling et Chiara Rosselli). Elle a également pu bénéficier de deux recrutements temporaires (Kristina Maslauskaitė et Isabelle Donnay), liés à des congés maternité.

À la fin de l'année 2012, les activités de NE-IJD reposaient sur la mobilisation de 12 personnes dédiées à plein temps à cette tâche ; elle bénéficiait du concours régulier de 4 conseillers et de 3 chercheurs associés ; au total, NE-IJD a ainsi pu compter sur la contribution d'Européens de 8 nationalités différentes (allemande, autrichienne, belge, espagnole, française, italienne, lituanienne et portugaise), selon la répartition des tâches présentée ci-après.

ORGANIGRAMME DE NOTRE EUROPE – INSTITUT JACQUES DELORS 31.12.2012



António Vitorino
Président

Yves Bertoncini
Directeur

RECHERCHE

UNION EUROPÉENNE ET CITOYENS

Yves Bertoncini, Questions politiques et institutionnelles, Démocratie, Mobilité
Nadège Chambon, Chercheur sénior, Dialogues citoyens
Mathilde Durand, Chargée de mission « Allemagne »
Valentin Kreiling, Chercheur, Affaires politiques et institutionnelles

Alain Dauvergne, Conseiller, Opinions publiques, Actualités institutionnelles
Renaud Dehousse, Conseiller, Processus d'intégration européenne
Aziliz Gouez, Chercheur associée, Identités européennes, Imaginaires collectifs

COMPÉTITION – COOPÉRATION – SOLIDARITÉ

Sami Andoura, Chercheur sénior, Politiques énergétiques
Nadège Chambon, Chercheur sénior, Agriculture et développement rural
Sofia Fernandes, Chercheur, Affaires économiques et sociales
Kristina Maslauskaitė, Chercheur, Affaires économiques et sociales
Eulalia Rubio, Chercheur sénior, Affaires économiques et sociales
Henrik Enderlein, Chercheur associé, UEM, Allemagne
Marjorie Jouen, Conseillère, Politique régionale et de cohésion

ACTIONS EXTÉRIEURES EUROPÉENNES

Sami Andoura, Chercheur sénior, Actions extérieures européennes
Elvire Fabry, Chercheur sénior, Actions extérieures européennes, "Think Global - Act European"
Chiara Rosselli, Stagiaire, "Think Global - Act European"
Timo Behr, Chercheur associé, Intégrations Régionales, Gouvernance mondiale

DIFFUSION

ÉDITION

Mathilde Durand, Responsable de l'édition

COMMUNICATION

Stéphanie Baz, Responsable Communication & Relations médias, Conseillère presse du président fondateur Jacques Delors
Nicolò Conti, Responsable Communication online & Diffusion

ÉVÉNEMENTS

Tamara Buschek, Responsable adjointe des événements (*en congé maternité*)
Ute Guder, Responsable des événements

SUPPORT

Tamara Buschek, Assistante de direction (*en congé maternité*)

Isabelle Donnay, Assistante de direction

Ute Guder, Responsable Administration & Gestion, Assistante du président fondateur Jacques Delors

Jennifer Hoff, Responsable du développement, Prospection et relations avec les partenaires financiers

Jean-Pierre Bobichon, Conseiller, Relations avec les acteurs sociaux

2.2.2. Notre Conseil des garants

Crée en 2010 à l'initiative de l'ancien Président de *Notre Europe*, Tommaso Padoa-Schioppa, le Conseil des garants est chargé d'assurer la continuité de son fonctionnement et de son développement, dans le respect de son objet social et de ses principes fondateurs. Il a vocation à se réunir au moins une fois par an – sa dernière réunion a été organisée le 23 novembre 2012.

Les membres du Conseil des garants ont été désignés en mai 2010 pour une période de 4 ans.

António Vitorino siège au Conseil des garants en tant que Président de NE-IJD, sans en être formellement membre.

Le Conseil des garants est assisté d'un secrétariat composé d'Yves Bertoncini, Directeur, d'Ute Guder, Responsable Gestion et Événements et de Jennifer Hoff, Responsable du développement.

LE CONSEIL DES GARANTS DE NE-IJD – 31/12/2012

Étienne Davignon, Ministre d'État belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Jacques Delors, Président du Conseil des garants, Président fondateur de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, ancien Président de la Commission européenne, ancien Ministre français

Pascal Lamy, Président d'honneur de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, Directeur général de l'OMC, ancien Commissaire européen

Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien Ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France, Vice-Président et Senior Advisor de la banque Barclays Capital

2.2.3. Notre Conseil d'administration

Le Conseil d'administration (CA), responsable de la gestion de NE-IJD et de l'orientation et de l'impulsion de ses travaux, s'est réuni à deux reprises en 2012, les 12 mai et 23 novembre.

À l'occasion de sa réunion du 12 mai 2012, il a adopté une déclaration intitulée « Stabilité et croissance : parfaire le nouveau pacte européen », publiée par *Le Figaro*, ainsi que par NE-IJD dans sa version anglaise.

Javier Solana, ancien Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, ancien Ministre espagnol, a rejoint le CA de NE-IJD en 2012.

Au 31 décembre 2012, le CA de NE-IJD comptait donc 26 membres (*voir composition ci-dessous*), représentant 9 nationalités différentes (allemande, belge, britannique, espagnole, française, italienne, polonaise, portugaise et suédoise).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE NE-IJD – 31/12/2012

António Vitorino, Président du CA, Avocat, ancien Commissaire européen, ancien Ministre portugais

Erik Belfrage, Conseiller auprès du Président de la Fondation Marcus Wallenberg et du Conseil de l'Institut suédois d'Affaires internationales (SIIA), Membre de la Chambre de commerce internationale et de la Commission trilatérale

Yves Bertoncini, Directeur de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, Administrateur de la Commission européenne

Joachim Bitterlich, Vice-Président du CA, ancien Directeur de Veolia Environnement Allemagne, ancien Directeur des affaires internationales de Veolia Environnement Paris

Josep Borrell Fontelles, ancien Président du Parlement européen, ancien Président de l'Institut universitaire européen de Florence

Jean-Louis Boulanges, Professeur associé à Sciences Po Paris, ancien Député européen

Jerzy Buzek, Député européen, ancien Président du Parlement européen, ancien Premier Ministre polonais

Laurent Cohen-Tanugi, Avocat international et écrivain

Jacques Delors, Président fondateur de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, ancien Président de la Commission européenne, ancien Ministre français

Jonathan Faull, Directeur Général Marché intérieur et Services financiers de la Commission européenne

Nicole Gnesotto, Vice-Présidente du CA, Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM

Elisabeth Guigou, Députée et Présidente de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, ancienne Ministre française

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc

Pierre Lepetit, Vice-Président du CA, Trésorier de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, Inspecteur général des finances

Sophie-Caroline de Margerie, Conseiller d'État

Jean Nestor, ancien Secrétaire général de *Notre Europe*

Riccardo Perissich, Vice-Président exécutif de la représentation italienne du Conseil des États-Unis et de l'Italie, ancien Directeur général Industrie à la Commission européenne

Jean Pisani-Ferry, Directeur de Bruegel, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine

Julian Priestley, ancien Secrétaire général du Parlement européen

Gaëtane Ricard-Nihoul, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France, ancienne Secrétaire générale de *Notre Europe*

Maria João Rodrigues, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

Philippe de Schoutheete, Senior Fellow du Département Europe à l'Institut Egmont, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE

Daniela Schwarzer, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)

Javier Solana, Président de l'ESADE Center for Global Economy and Geopolitics, ancien Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, ancien Ministre espagnol

Christian Stoffaës, Chef-économiste du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies au ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine, Membre du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Christine Verger, Directrice de la Direction des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la Présidence du Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de *Notre Europe*

2.2.4. Notre Comité européen d'orientation

Comme chaque année, le Comité européen d'orientation (CEO) a réuni à Paris les 23 et 24 novembre 2012 des personnalités européennes de haut niveau pour débattre de sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE (*voir liste des participants ci-dessous*).

Jacques Delors est intervenu lors d'un dîner-débat le 23 novembre sur le thème : « L'état de l'Union européenne à l'automne 2012 ».

La journée de débats du lendemain, samedi 24 novembre, s'est déroulée en trois sessions :

- Une première sur le bilan et les perspectives du marché intérieur, avec une introduction par Riccardo Perissich, Ancien Directeur général Industrie à la Commission européenne, Vice-Président exécutif de la représentation italienne du Conseil des États-Unis et de l'Italie.
- Une deuxième session sur l'équilibre à trouver entre rigueur et croissance dans la zone euro, qu'Anna Diamantopoulou, ancienne Commissaire européenne et ancienne Ministre grecque et Paavo Lipponen, ancien Premier ministre de la Finlande, ont accepté d'introduire.
- António Vitorino a ouvert ensuite les débats de la troisième session portant sur la question : « Pas d'union monétaire sans union politique ? ».

Cette troisième session a abouti à une déclaration commune portant cette année sur ce dernier thème, l'union politique, intitulée « La zone euro, creuset de l'Union politique », qui a été largement publiée dans la presse européenne (*Le Figaro, La Razón, Público, La Repubblica, The Independent, Le Temps, Ethnos, etc.*).



Paavo Lipponen, Riccardo Perissich, António Vitorino, Yves Bertoncini, Anna Diamantopoulou, Vitor Martins et Pervenche Bérés lors de la réunion du Comité européen d'orientation, le 24 novembre à Paris.



Anna Diamantopoulou et Paavo Lipponen lors de la réunion du Comité européen d'orientation, le 24 novembre à Paris.

COMITÉ EUROPÉEN D'ORIENTATION – LISTE DES PARTICIPANTS 2012

- Jacques Delors**, Président du CEO, Président fondateur de NE-IJD, ancien Président de la Commission européenne, ancien Ministre français
- António Vitorino**, Président de NE-IJD, Avocat, ancien Commissaire européen, ancien Ministre portugais
- Pascale Andréani**, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE)
- Enrique Barón-Crespo**, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens
- Pervenche Berès**, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen
- Yves Bertoncini**, Directeur de NE-IJD, Administrateur de la Commission européenne
- Joachim Bitterlich**, Vice-Président du Conseil d'administration, ancien Directeur de Veolia Environnement Allemagne, ancien Directeur des affaires internationales de Veolia Environnement à Paris
- Jean-Louis Boulanges**, Professeur associé à Sciences Po Paris, ancien Député européen
- Jerzy Buzek**, Député européen, ancien Président du Parlement européen, ancien Premier ministre polonais
- Laurent Cohen-Tanugi**, Avocat international et écrivain
- Étienne Davignon**, Ministre d'État belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne
- Renaud Dehousse**, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris
- Anna Diamantopoulou**, ancienne Commissaire européenne, ancienne Ministre grecque
- Isabelle Durant**, Vice-Présidente du Parlement européen
- Jean-Baptiste de Foucauld**, ancien Commissaire au plan, ancien Inspecteur des Finances
- Emilio Gabaglio**, ancien Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats
- Elisabeth Guigou**, Députée et Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, ancienne Ministre française
- Klaus Hänsch**, ancien Président du Parlement européen
- Philippe Lagayette**, Président de la Fondation de France, Vice-président et Senior Advisor de la banque Barclays Capital
- Eneko Landaburu**, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc
- Pierre Lepetit**, Vice-Président du Conseil d'administration, Trésorier de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*, Inspecteur général des finances
- Paavo Lipponen**, ancien Premier ministre finlandais
- Père Henri Madelin**, Jésuite, Centre Sèvres
- Florence Mangin**, Représentante permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations Internationales à Vienne
- Vitor Martins**, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais
- Riccardo Perissich**, Vice-Président exécutif de la représentation italienne du Conseil des États-Unis et de l'Italie, ancien Directeur général Industrie à la Commission européenne
- Alojz Peterle**, Député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie
- Julian Priestley**, ancien Secrétaire général du Parlement européen
- Gaëtane Ricard-Nihoul**, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France, ancienne Secrétaire générale de *Notre Europe*
- Maria João Rodrigues**, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

Philippe de Schoutheete, Senior Fellow du Département Europe à l'Institut Egmont, ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE

Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien Ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Antoinette Spaak, Ministre d'État belge, ancienne Députée européenne

Christian Stoffaës, Chef économiste du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies au ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine, Membre du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Pawel Świeboda, Président de demosEUROPA

Christine Verger, Directrice des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la Présidence du Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de *Notre Europe*

2.3. Notre financement

2.3.1. Nos ressources et partenaires

Les activités de NE-IJD ont bénéficié en 2012 du soutien de **quatre « grands partenaires »**, versant une subvention supérieure ou égale à 100 000 euros, dans un cadre pluriannuel.



NE-IJD a également bénéficié du soutien récurrent d'un autre partenaire :



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les ressources 2012 de NE-IJD ont reposé sur des **partenariats financiers liés à des projets spécifiques** :

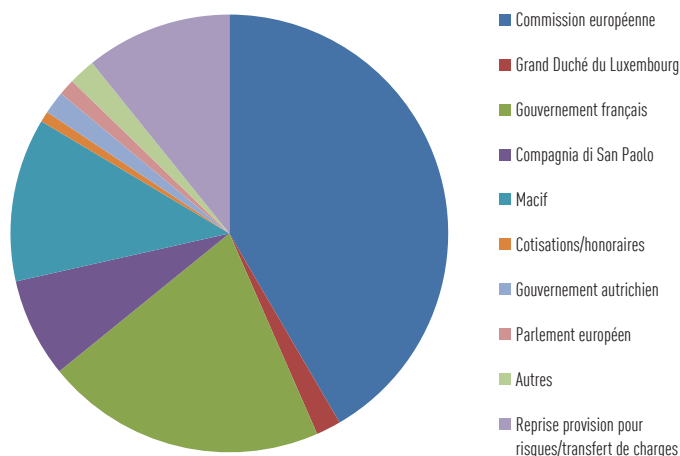
- Commission européenne, programme « Europe pour les citoyens » - pour le projet « Think Global - Act European IV » (2011-2013) ;
- Parlement européen pour l'étude « Le contrôle démocratique dans les États membres du Conseil européen et des sommets de la zone euro » (réalisé en partenariat avec TEPSA, 2012) ;
- Gouvernement autrichien pour l'étude sur le modèle social européen (2012-2013) ;
- Commission européenne et ministère français des Affaires étrangères dans le cadre de l'appel à projet « Mobiliser sur le Web » (2012-2013) ;
- Fondation Körber pour la conférence « Construire l'Europe : un projet, plusieurs générations » (novembre 2012) ;
- Commission européenne - projet New Atlantic Capitalism (project leader : demosEUROPA, en partenariat avec SWP, German Marshall Fund of the United States, EPC, 2010-2012).



En 2012, le budget global de NE-IJD s'est élevé à environ 1,350 million d'euros, montant relativement stable par rapport à l'année précédente.

Au total, nos ressources 2012 ont reposé en grande partie sur les contributions de nos grands partenaires et partenaires (**78%**). Elles ont découlé, de manière plus limitée, de contributions liées au financement de projets plus ponctuels (**10%**) et de cotisations/honoraires et recettes exceptionnelles (**12%**).

Répartition des ressources de Notre Europe – Institut Jacques Delors en 2012

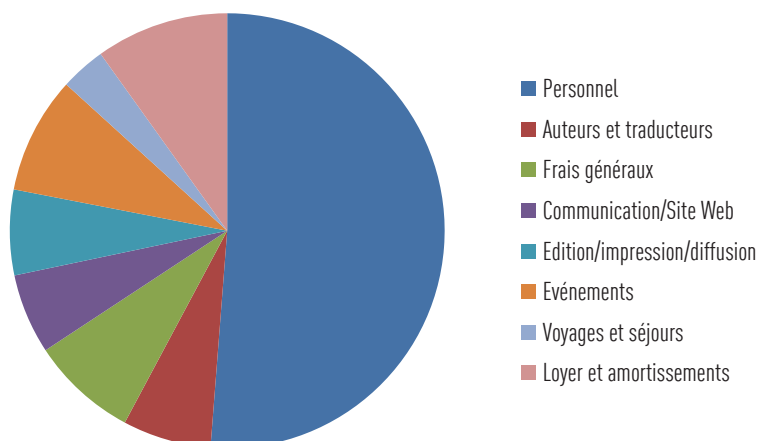


2.3.2. Nos dépenses

En 2012, les dépenses de *Notre Europe – Institut Jacques Delors* ont été réparties de manière relativement équilibrée entre trois principaux postes :

- Les dépenses liées à nos **activités de recherche** ont représenté 38% environ du total des dépenses : elles ont correspondu principalement à la rémunération de nos chercheurs, ainsi qu'aux dépenses liées au recours à des auteurs externes et à l'organisation de séminaires ;
- Les dépenses liées aux **activités de diffusion** ont représenté 31% du total des dépenses : elles ont correspondu à la rémunération des membres de notre équipe chargés des activités de diffusion, d'édition, de communication et d'organisation d'événements publics, aux dépenses liées au changement de nom et de site, ainsi qu'aux dépenses de traduction et d'impression ;
- Les dépenses liées aux **activités de support** et à notre **fonctionnement** ont représenté 31% du total des dépenses : elles ont correspondu principalement à la rémunération des membres de notre équipe chargés de fonctions support (gestion, administration, etc.) ainsi qu'aux coûts liés au fonctionnement de nos locaux (loyer notamment).

Répartition des dépenses de *Notre Europe – Institut Jacques Delors* en 2012



2.3.3. Notre rapport financier

Le bilan et le compte de résultat de NE-IJD (Exercice clos le 31 décembre 2012) se présentent comme suit :

BILAN / BALANCE SHEET (en / in €)	2012	2011
Actif / Asset Base		
Actif immobilisé / Capital assets	51 000	86 862
Actif circulant / Circulating assets		
Créances / Accounts receivable	204 947	165 282
Valeurs mobilières de placement / Investment securities		76 226
Disponibilité / Cash	29 263	78 142
Charges constatées d'avance / Prepaid expenses	6 518	23 485
TOTAL	291 728	429 997
Passif / Equities		
Fonds propres / Capital	66 863	55 133
Provisions / Reserves	0	140 288
Fonds dédiés / Dedicated funds	43 720	18 568
Dettes / Liabilities	181 146	216 008
TOTAL	291 729	429 997

COMPTE DE RESULTAT / INCOME STATEMENT (en / in €)	2012	2011
Produit d'exploitations / Operating revenue	1 365 691	1 318 060
dont / including:		
Contributions structurelles / Structural contributions		
Commission européenne / European Commission	500 000	550 000
Gouvernement français / French Government	276 000	300 000
Gouvernement luxembourgeois / Government of Luxemburg	25 000	25 000
Compagnia di San Paolo	100 000	230 000
Macif	165 000	80 000
TOTAL	1 066 000	1 185 000
Contributions liées à des projets / Project driven contributions		
Commission européenne / European Commission	70 575	3 490
Parlement européen / European Parliament	16 513	
Ministère des Affaires européennes / French Ministry of European Affairs	7 040	
Gouvernement autrichien / Austrian Government	23 000	
Autres projets / Other projects	19 000	84 673
TOTAL	136 128	88 163
Cotisations / Subscriptions	10 814	26 752
Autres revenus / Other income	152 749	18 145

Charges d'exploitation / Operating costs	1 353 961	1 327 815
Salaires et charges / Salaries and charges	693 582	630 382
Honoraires / Fees	108 790	93 158
Publications / Publications	85 956	150 076
Événements / Events	117 675	121 475
Déplacements, réceptions / Travel, Receptions	45 612	56 328
Communication, site web / Communication, Website	80 713	32 177
Fonctionnement / Administrative costs	87 706	98 594
Loyer / Rent	116 014	112 094
Amortissements / Depreciation	17 913	19 956
Provisions / Reserves	0	13 575
Résultat / Result	11 730	- 9 755

**Nous vous remercions d'avoir suivi nos activités en 2012
et vous invitons à continuer en 2013 sur :**

www.notre-europe.eu



Notre Europe - Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par Jacques Delors en 1996. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.

Nous diffusons de nombreuses publications (Tribunes, Policy Papers, Études & Rapports, Synthèses), organisons et participons à des séminaires et conférences partout en Europe et intervenons régulièrement dans les médias européens, par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « Charte ». Ils sont mis en œuvre à partir de trois axes principaux : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale.

Notre Europe - Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par António Vitorino, ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, qui a succédé à Tommaso Padoa-Schioppa, à Pascal Lamy et à Jacques Delors. Notre directeur, Yves Bertoncini, anime une équipe internationale composée d'une quinzaine de membres.

Les instances de Notre Europe - Institut Jacques Delors sont composées de hautes personnalités européennes. Notre Conseil des garants assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre Conseil d'administration est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre Comité européen d'orientation se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre site et via les réseaux sociaux. Nous agissons en pleine indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Avec le soutien de :



Compagnia
di San Paolo



www.notre-europe.eu
19 rue de Milan 75009 Paris - France
info@notre-europe.eu

